



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 23-26 juin 2026

Distribution: générale

Point 8 de l'ordre du jour

Date: 12 mai 2026

WFP/EB.A/2026/8-A/4

Original: anglais

Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays

Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Somalie (2026-2030)

Durée	1 ^{er} août 2026-31 décembre 2030
Coût total pour le PAM	1 553 455 799 dollars É.-U.
Score au titre du cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats*	2,8

* Le cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats est un système de mesure des résultats qui comprend un suivi des programmes ainsi qu'un suivi financier et offre une méthode fondée sur les résultats pour l'élaboration de programmes axés sur les personnes.

Résumé

À un moment où la Somalie se projette à l'horizon 2030 et au-delà, le présent plan stratégique d'une durée de cinq ans répond à l'évolution rapide de la situation dans le pays, caractérisée par des besoins humanitaires endémiques et croissants, la persistance des conflits, la récurrence des chocs liés au climat et une baisse sans précédent des ressources des donateurs, autant de facteurs qui ont conduit le PAM à repenser en profondeur son positionnement stratégique.

La Somalie reçoit une aide humanitaire depuis plus de 30 ans, période durant laquelle l'état de famine a été déclaré à deux reprises. D'après l'analyse du PAM, la population connaît chaque année depuis 2010 une situation d'insécurité alimentaire aiguë atteignant des niveaux d'urgence (phase 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire). Au moins 6,5 millions de Somaliens, soit près d'un tiers de la population, sont touchés par l'insécurité alimentaire à un niveau dit "de crise" ou pire, une situation qui devrait perdurer pendant toute la période couverte par le présent plan. Pour y remédier, le PAM entend renforcer son action visant à sauver des vies, donner la priorité aux personnes les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, plaider auprès de ses partenaires fournisseurs de ressources pour qu'ils répondent à l'ensemble des besoins et étudier des modèles porteurs de transformations faisant appel au secteur privé, afin d'enrayer l'aggravation du coût humain. Cette réorientation stratégique repose sur l'ancrage local et les assurances données quant à l'action menée, dans le

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hollingworth
Sous-Directeur exécutif
Département des opérations liées aux programmes
courriel: matthew.hollingworth@wfp.org

M. H. Nuru
Directeur de pays
courriel: hameed.nuru@wfp.org

respect des normes les plus strictes applicables en matière de transparence et d'obligation de rendre compte. Elle met l'accent sur le contrôle direct effectué sur le terrain, la vérification rigoureuse des transferts et une information transparente.

Le PAM mettra à profit les atouts qui sont les siens et se concentrera sur la qualité des programmes, sur le ciblage fondé sur la vulnérabilité et tenant compte des risques liés aux conflits, sur l'efficacité opérationnelle, sur l'innovation numérique et sur une meilleure intégration des interventions, tout en optimisant l'impact de l'action humanitaire collective par la mise à disposition d'analyses d'experts, de services d'appui logistique et de services liés à la chaîne d'approvisionnement.

Renforcer la résilience face aux chocs et favoriser l'autosuffisance sont les piliers de la stratégie adoptée, qui associe accès immédiat à la nourriture et investissements à long terme en faveur de systèmes alimentaires résilients et de moyens d'existence diversifiés, une place centrale étant accordée aux filets de sécurité à dimension nutritionnelle.

Prenant note de la vision d'avenir à long terme ambitieuse poursuivie par le Gouvernement fédéral somalien, laquelle consiste à transformer cet État fragile en un pays à revenu intermédiaire "compétent et résilient" d'ici à 2060, le PAM fera concorder la mise en œuvre du plan stratégique de pays avec le plan national de transformation pour 2025-2029 et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2026-2030) établi pour la Somalie.

À la lumière des données factuelles, des analyses et des enseignements tirés de l'expérience et des évaluations et dans le respect des priorités du pays et des plans nationaux, le présent plan reflète la réorientation opérationnelle du bureau de pays du PAM, qui est passé d'interventions par projet à une programmation intégrée et axée sur les personnes, tout en continuant à donner la priorité à l'assistance vitale destinée aux communautés les plus gravement touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et en faisant de l'organisation un catalyseur permettant aux systèmes nationaux et aux acteurs locaux de mettre en place des filets de sécurité à dimension nutritionnelle tels que les programmes de repas scolaires.

Au cœur de cette vision, le rôle de premier plan que le PAM joue en matière d'analyse de la sécurité alimentaire, dans les chaînes d'approvisionnement et dans le domaine de la prestation de services devient un facteur clé de l'intégration et de l'innovation des programmes, tandis que l'organisation continue de fournir des informations stratégiques et des services d'appui logistique et de transport aérien essentiels à d'autres acteurs humanitaires.

Le PAM renforcera la coordination entre les programmes de l'ensemble des partenaires du système des Nations Unies et des partenaires non gouvernementaux afin de mettre en place des services communs à l'intention des bénéficiaires ainsi qu'une assistance intersectorielle intégrée assortie de mécanismes d'orientation vers les services compétents qui réduisent les doubles emplois. Ce travail concorde avec le rôle de chef de file que le PAM joue dans le cadre de la réinitialisation des modalités de l'action humanitaire et avec les activités de l'équipe spéciale mise sur pied dans le cadre de cette initiative.

Afin de mettre en œuvre ce programme conformément à son Plan stratégique et à son Cadre de résultats institutionnels, le PAM propose de réaliser les quatre effets directs interdépendants suivants:

- *Effet direct 1:* Les populations touchées par une crise en Somalie accèdent plus facilement et en temps voulu à une assistance alimentaire et nutritionnelle vitale et sont mieux à même d'anticiper les chocs, d'y faire face et de s'en relever en temps de crise.

- *Effet direct 2:* D'ici à 2030, les populations à risque en situation d'insécurité alimentaire, notamment les femmes, qui vivent dans les communautés ciblées des zones urbaines, périurbaines et rurales, parviennent à une plus grande autosuffisance, ont une nutrition adéquate et des moyens d'existence diversifiés et sont plus résilientes face aux chocs récurrents.
- *Effet direct 3:* D'ici à 2030, le Gouvernement et les partenaires sont en mesure, à travers les programmes, les plateformes et les systèmes qu'ils gèrent, d'améliorer la qualité, la couverture et la pérennité des programmes scolaires et des filets de sécurité réactifs face aux chocs et à dimension nutritionnelle destinés aux personnes les plus vulnérables.
- *Effet direct 4:* La communauté humanitaire en Somalie est mieux à même de venir en aide aux personnes vulnérables et de faire face aux besoins et aux situations d'urgence tout au long de l'année.

L'accès humanitaire reste fortement limité et coûteux en raison du terrorisme, de la présence de groupes armés non étatiques et des conflits claniques. Conscient de son devoir de protection à l'égard de ses employés et des bénéficiaires, le PAM applique une approche tenant compte des risques liés aux conflits afin de garantir un accès sûr aux personnes qui ont le plus besoin d'une aide vitale. Le passage à des transferts de type monétaire inscrit dans le plan stratégique de pays (2022-2025) a démontré l'efficacité opérationnelle des services de transfert numérique et d'argent mobile, mais le PAM dispose de plans d'urgence pour faire face à tout changement majeur dans la combinaison des modalités de transfert utilisées.

Prenant note du changement de paradigme proposé dans l'Initiative ONU80, le PAM collaborera avec d'autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'action humanitaire, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, afin de renforcer la coordination des programmes en matière de sécurité alimentaire, de données sur les bénéficiaires et d'interventions liées à la santé et à la nutrition, et d'accroître ainsi l'impact, l'efficacité et la prévisibilité et d'obtenir des résultats à grande échelle. Étant depuis longtemps le principal intervenant humanitaire dans le pays, le PAM intégrera et mesurera les résultats obtenus dans ses domaines prioritaires transversaux tels que la nutrition, la protection, l'obligation de rendre compte et la durabilité environnementale, tout en faisant progresser l'égalité, en particulier pour les femmes et les personnes handicapées.

Afin de poursuivre sa mission et de "faire mieux avec moins", le PAM a réajusté ses moyens opérationnels en Somalie en fonction des perspectives de financement, le but étant de maintenir sa capacité à fournir des secours tout en rationalisant ses programmes visant à renforcer la résilience. Le PAM est prêt à "rester sur le terrain et à poursuivre l'action engagée" en s'attachant à assurer l'intégrité, la qualité, l'impact et la capacité de réaction nécessaires pour amorcer une réorientation stratégique dans le cadre du présent plan stratégique de pays. Pour atteindre cet objectif, le PAM entend promouvoir les partenariats innovants, en donnant la priorité au développement de la collaboration avec le secteur privé dynamique de la Somalie de façon à renforcer la mobilisation de ressources et la mise en œuvre des programmes.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Somalie (2026-2030) (WFP/EB.A/2026/8-A/4), pour un coût total pour le PAM de 1 553 455 799 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation et évaluation des besoins du pays

1. La Somalie, qui figure parmi les pays les plus fragiles au monde, est un pays à faible revenu et à déficit vivrier¹, doté d'un régime parlementaire fédéral, dont le développement est freiné par des inégalités structurelles, des conflits prolongés, des chocs environnementaux, des déplacements massifs de population et un capital humain restreint. Les heurts entre clans et les violences perpétrées par des acteurs non étatiques perturbent les marchés, limitent l'accès à l'aide humanitaire et sont à l'origine de déplacements de population, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Tant que dureront les conflits et que les investissements consacrés à la résilience, à la protection sociale et à une gouvernance équitable n'augmenteront pas, d'importants besoins humanitaires persisteront. Les obstacles structurels et les chocs récurrents font perdurer la crise et la dépendance à l'égard de l'aide, augmentent les risques et compromettent la stabilité ainsi que la croissance économique.
2. La Somalie se classe au 192^e rang sur 193 pays selon l'indice de développement humain de 2025, avec un score de 0,404². Elle occupe la 170^e place sur 172 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2023, avec un score de 0,675, et arrive en dernière position sur 127 pays selon l'indice de la faim dans le monde de 2024³. Le taux de pauvreté multidimensionnelle atteint 67 pour cent⁴, allant de 61,7 pour cent dans les zones urbaines à 74,3 pour cent dans les zones rurales et 81,5 pour cent parmi les populations nomades. L'espérance de vie à la naissance est de 58,8 ans et 80 pour cent de la population a moins de 35 ans⁵; la population somalienne, qui compte 19,7 millions d'habitants⁶, devrait doubler d'ici à 2050.
3. Les perspectives en matière de sécurité alimentaire devraient demeurer incertaines tout au long de la période couverte par le présent plan stratégique de pays (PSP). La contraction des financements destinés à l'aide humanitaire depuis le début de l'année 2025 a déjà perturbé les services de santé, de nutrition, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, augmentant ainsi le risque de surmortalité parmi les groupes de population vulnérables. Les prévisions de précipitations inférieures à la moyenne, les prix élevés des denrées alimentaires et l'insécurité persistante viennent aggraver ces risques.
4. Le dernier rapport en date concernant le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)⁷ confirme la détérioration continue de la sécurité alimentaire, au moins 6,5 millions de personnes se trouvant en situation d'insécurité alimentaire aiguë dite de "crise", voire pire, et 2 millions dans une situation d'urgence (phase 4 de l'IPC). La malnutrition aiguë touche 1,84 million d'enfants âgés de 6 à 59 mois, dont 483 000 souffrent de malnutrition sévère, en raison de l'accès limité aux soins de santé et aux services de nutrition, des mauvaises pratiques d'alimentation des enfants et de l'insuffisance des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. Les

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2023. [Pays à faible revenu et à déficit vivrier \(PFRDV\)](#).

² Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2025. [Human Development Index](#). La Somalie figure dans l'indice depuis 2024, soit depuis deux ans seulement, signe des progrès institutionnels accomplis dans la collecte de données et de statistiques clés.

³ Concern Worldwide, Welthungerhilfe et Institute for International Law of Peace and Armed Conflict. 2025. [Global Hunger Index: Somalia](#).

⁴ Bureau national des statistiques et Ministère du travail et des affaires sociales, République fédérale de Somalie. 2024. [Multidimensional Poverty Index \(MPI\) for Somalia Report 2024](#).

⁵ PNUD. 2025. [Human Development Index](#).

⁶ Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). 2025. [World Population Dashboard: Somalia](#).

⁷ IPC. 2026. [Somalia: Acute Food Insecurity Situation January 2026 and Projections for February to March 2026 and for April to June 2026](#). Selon l'IPC, la faim aiguë correspond à la phase 3 sur une échelle de 1 à 5, la phase 5 étant synonyme de famine et la phase 4 de malnutrition aiguë sévère.

besoins sont particulièrement aigus pour les 3,35 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui font face à l'exclusion et à des lacunes dans la prestation de services. L'insécurité alimentaire dite de "crise" (phase 3 ou plus de l'IPC) concerne davantage les personnes déplacées à l'intérieur du pays en milieu urbain et les habitants des zones rurales.

5. L'alternance d'inondations et de sécheresses contribue à la dégradation des terres et a de graves répercussions sur l'agriculture et l'élevage, principales sources de nourriture et de revenus⁸. Alors que les Somaliens se remettent encore de la sécheresse qui a sévi de 2020 à 2023 et des inondations qui ont duré de la fin de 2023 à la mi-2024, une nouvelle sécheresse prolongée se profile à l'horizon. Le rapport concernant l'IPC souligne que les précipitations inférieures à la moyenne pendant la saison Gu, d'avril à juin, aggravent la sécheresse, fragilisent les capacités d'adaptation et entraînent des déplacements de population.
6. Les femmes, les enfants et les groupes marginalisés sont disproportionnellement touchés, car les inégalités et les normes sociales limitent leur accès aux ressources, leur capacité de décision et leurs moyens d'existence. Ces facteurs accentuent l'insécurité alimentaire et exposent les femmes et les filles, en particulier celles qui sont déplacées, à des risques accrus de violence en raison du manque d'éclairage, de la surpopulation et de l'absence d'intimité⁹. Les personnes handicapées souffrent d'une exclusion systémique de l'aide, à laquelle s'ajoutent des obstacles physiques et liés à la communication. Les conflits, les déplacements et la dégradation des filets de sécurité communautaires ne font qu'amplifier les problèmes de protection. Pour remédier à ces vulnérabilités interdépendantes, il est nécessaire d'intégrer les principes d'égalité, d'inclusion des personnes handicapées et de protection dans tous les programmes humanitaires et de renforcement de la résilience.
7. La Somalie figure parmi les derniers pays dans le classement mondial en matière d'éducation puisque 4,5 millions d'enfants d'âge scolaire (56 pour cent des enfants de cette tranche d'âge) ne reçoivent aucun enseignement. Le taux de fréquentation scolaire ne dépasse pas 37 pour cent parmi les enfants d'âge scolaire issus de ménages déplacés à l'intérieur du pays et 50 pour cent dans les communautés d'accueil, l'assiduité scolaire étant inférieure à 50 pour cent dans les deux groupes¹⁰.
8. L'écosystème de données du pays est fragmenté, les données étant insuffisamment ventilées en fonction de la situation au regard des déplacements ou du handicap, du sexe et de l'appartenance à une minorité. Cela complique l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles ainsi que le suivi des progrès du pays en matière de développement durable¹¹.

⁸ Le secteur de l'élevage contribue à près de 45 pour cent du produit intérieur brut de la Somalie et constitue le moyen d'existence de la plupart des ménages ruraux, qui en tirent leur principale source de revenus, de nutrition et de commerce. International Livestock Research Institute. 2023. [Exploring investment opportunities for the livestock sector in Somalia](#) (consulté en octobre 2025).

⁹ Georgetown Institute for Women, Peace and Security. 2025. [Women, Peace and Security Index 2025 - Somalia](#). La Somalie se classe au 169^e rang sur 177 pays selon l'indice mondial sur les femmes et la paix et la sécurité, qui suit la situation des femmes dans les zones de conflit.

¹⁰ Module de la sécurité alimentaire pour la Somalie. 2024. [Multi-Sector Needs Assessment \(MSNA\) 2024-2025](#).

¹¹ Organisation des Nations Unies (ONU) Somalie. *Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2026-2030)* (disponible en ligne ultérieurement).

9. Les perspectives économiques générales restent positives¹² grâce à une croissance du produit intérieur brut de 4,0 pour cent en 2024 qui a porté la reprise économique après la pandémie de maladie à coronavirus 2019. Un ralentissement de la croissance est toutefois attendu en 2025, en raison de l'incertitude croissante liée à la forte baisse de l'aide internationale¹³. L'inflation des prix des produits alimentaires a ralenti depuis le pic historique de 17 pour cent atteint en 2022 sous l'effet de chocs externes et de problèmes d'approvisionnement interne. Les ports somaliens (Berbera, Mogadiscio, Bossaso et Kismayo) sont essentiels au maintien du marché intérieur et des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Au cours des dix dernières années, ces ports ont progressivement repris leurs activités après avoir été perturbés par les conflits et se sont développés¹⁴.
10. La Somalie a mené à bien l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés¹⁵ en décembre 2023, obtenant ainsi un allègement substantiel de sa dette auprès de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et d'autres créanciers. L'annulation de la dette a considérablement réduit son endettement extérieur, qui est passé d'environ 64 pour cent de son produit intérieur brut en 2018 à moins de 6 pour cent à la fin de 2023. Cet allègement s'est élevé à 4,5 milliards de dollars, une grande partie de ce montant ayant été fournie par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international¹⁶.

2. Priorités nationales et assistance collective

11. Selon le plan de réponse aux besoins humanitaires de 2026¹⁷, 4,8 millions de Somaliens¹⁸ ont besoin d'une aide humanitaire en raison des répercussions des conflits, de la sécheresse, des inondations, des épidémies et des déplacements. Les contraintes de financement liées à la Réinitialisation des modalités de l'action humanitaire ont conduit à axer les interventions sur les priorités les plus pressantes, le plan de réponse aux besoins humanitaires ciblant 2,4 millions de personnes et l'assistance étant concentrée sur 1,6 million de personnes réparties dans 21 districts exposés à d'importants besoins intersectoriels.
12. Le PAM joue un rôle opérationnel majeur au sein de l'équipe de pays pour l'action humanitaire. Il codirige le module de la sécurité alimentaire avec la FAO, le groupe de travail national sur l'assistance monétaire avec OCHA et CARE International, ainsi que l'équipe spéciale chargée de la réinitialisation des modalités de l'action humanitaire au sein de l'équipe de pays pour l'action humanitaire, qui aide celle-ci à mettre en œuvre les recommandations issues de l'évaluation de l'action humanitaire interinstitutionnelle et de la réinitialisation des modalités de l'action humanitaire mondiale et à élaborer des solutions concrètes et intégrées dans des domaines clés: obligation de rendre compte, activités opérationnelles et leviers d'action communs. Ce travail consistera notamment à améliorer l'interopérabilité au moyen de méthodes partagées dans les domaines du

¹² Banque mondiale. 2025. *Somalia Economic Update. Boosting Domestic Revenue Mobilization: To Enhance Service Delivery and Strengthen the Social Contract*.

¹³ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 2025. *Somalia 2025 Humanitarian Funding Overview*.

¹⁴ Banque mondiale. 2025. *Somalia Economic Update. Boosting Domestic Revenue Mobilization: To Enhance Service Delivery and Strengthen the Social Contract*.

¹⁵ Banque mondiale et Fonds monétaire international. 2023. *Enhanced Heavily Indebted Poor Countries Initiative. Completion Point Document and Multilateral Debt Relief Initiative*. Cette initiative constitue un cadre pour l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés et vise à favoriser la soutenabilité de la dette ainsi qu'à permettre la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

¹⁶ Fonds monétaire international. Communiqué de presse n° 23/438. *IMF and World Bank Announce US\$4.5 billion in Debt Relief for Somalia* (consulté en août 2025).

¹⁷ OCHA. 2026. *Somalia HNRP 2025 – HNRP*.

¹⁸ OCHA. 2026. *Somalia HNRP 2025 – Overview*.

- ciblage, de l'enregistrement, de l'orientation vers les services compétents, des mécanismes communautaires de remontée de l'information, du suivi et de l'analyse conjointe, afin d'appuyer une prise de décisions transparente et fondée sur des données factuelles¹⁹.
13. Mis en place en juin 2025, le plan *Centennial Vision 2060*²⁰ présente les objectifs ambitieux que s'est fixés le Gouvernement somalien pour les 35 prochaines années afin de hisser ce pays fragile au rang de pays à revenu intermédiaire "compétent et résilient". Il sera initialement mis en œuvre dans le cadre du plan national de transformation (2025-2029) ainsi que de plans sectoriels et régionaux. Ce plan définit des objectifs ambitieux dans divers secteurs afin de favoriser le développement du secteur privé et de stimuler la croissance économique, avec le concours du secteur public. Le PAM facilitera aussi la planification aux niveaux des États et des communautés.
 14. En collaboration avec le Ministère de la planification, de l'investissement et du développement économique²¹, le PAM a apporté son soutien à l'élaboration du plan national de transformation et alignera ses interventions sur les quatre piliers fondamentaux de ce plan: 1) gouvernance porteuse de transformation; 2) transformation économique durable; 3) transformation du capital social et humain; et 4) environnement, climat et résilience. Le PAM a en outre contribué à l'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2026-2030) (ci-après, "Plan-cadre de coopération"), qui présente l'action collective des Nations Unies en Somalie et dont les quatre priorités stratégiques²² sont étroitement alignées sur les piliers du plan national de transformation et les engagements internationaux à long terme pris par le pays en matière de développement.
 15. En mai 2025, le groupe de haut niveau sur la protection sociale dans les contextes fragiles a été mis sur pied sous la coprésidence de la Somalie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord²³. Le PAM soutient le programme public de protection sociale réactif face aux chocs, appelé "Baxnaano", qui vise à renforcer la résilience et le capital humain, ainsi que la fourniture de repas scolaires composés de produits locaux. Au début de l'année 2025, le Ministère de l'éducation a mis la dernière main à la politique nationale en matière de repas scolaires. L'alimentation scolaire utilisant la production locale y est citée comme un résultat clé du plan national de transformation, au cœur des objectifs du Gouvernement visant à améliorer la qualité de l'éducation et le développement du capital humain. La Somalie a rejoint la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire en 2022²⁴, et s'est engagée en 2025 à renforcer les capacités du Ministère de l'éducation en matière de fourniture de repas scolaires et à inscrire les dépenses liées à cette activité dans le budget à partir de 2026²⁵.

¹⁹ L'accent est placé sur la coordination par zone de façon à parvenir à une complémentarité géographique, à éviter les doubles emplois et à optimiser collectivement l'utilisation des ressources pour maximiser la couverture et l'impact de l'assistance.

²⁰ Conseil économique national, Gouvernement fédéral somalien. 2025. [Centennial Vision 2060: Somalia's Blueprint for a Peaceful, Prosperous and Proud Somalia by 2060](#).

²¹ Le Ministère de la planification, de l'investissement et du développement économique du Gouvernement fédéral somalien coordonne, en collaboration avec les partenaires du système des Nations Unies, l'élaboration du Plan-cadre de coopération, dont est issu le présent plan stratégique de pays.

²² Le Plan-cadre de coopération définit aussi quatre priorités stratégiques axées sur les thèmes suivants: gouvernance porteuse de transformation, transformation économique, capital social et humain, et climat et résilience.

²³ Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. 2025. [Joint statement on the launch of a High-Level Panel on Social Protection in Fragile and Conflict Settings](#).

²⁴ Coalition pour l'alimentation scolaire. [Somalia](#).

²⁵ Coalition pour l'alimentation scolaire. 2025. [Somalia Country Progress Review 2025](#).

16. Depuis 2018, le Ministère de la planification, de l'investissement et du développement économique supervise la mise en œuvre du programme conjoint de renforcement de la résilience du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du PAM²⁶, qui en est désormais à sa quatrième édition et cible les enfants d'âge scolaire, les enfants déplacés à l'intérieur du pays, les adolescents vulnérables, ainsi que les filles et femmes enceintes ou allaitantes dans les États membres de la fédération. Ce programme vise à permettre aux ménages d'améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence grâce à la diversification de la production et à la génération de revenus, ainsi qu'à renforcer les systèmes publics pour promouvoir des services de santé, de nutrition, d'éducation et d'eau, d'assainissement et d'hygiène de qualité dans les écoles et les établissements de soins.
17. Le PAM dirige le programme de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée, le plus grand programme d'assistance nutritionnelle du pays, en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales pour sa mise en œuvre sur le terrain. Les partenaires assurent des services sur site tels que le dépistage et l'accompagnement. Le PAM codirige le module de la nutrition et coopère avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé et le Ministère de la santé. Dans les zones où sont menées des opérations de prévention de la malnutrition aiguë modérée, il travaille en partenariat avec des experts en communication visant à faire évoluer la société et les comportements, ainsi que des experts en santé et en nutrition maternelles et infantiles. Les activités de renforcement des capacités permettent de garantir des services de qualité et le respect des directives actualisées. La couverture du programme de supplémentation alimentaire ciblée a été considérablement réduite, 317 des 600 centres de soins et de nutrition maternelle et infantile ayant fermé leurs portes dans tout le pays depuis 2024 en raison de coupes budgétaires.
18. En 2023, la FAO et le PAM ont signé à Mogadiscio un accord global sur le partage des données visant à améliorer la coordination, à garantir la transparence de l'aide fournie et à exploiter les informations collectives pour mieux cibler les interventions et en mesurer l'impact.
19. Sous la direction stratégique du Coordonnateur résident en Somalie, le PAM et la FAO sont les partenaires d'exécution conjoints du projet financé par la Banque mondiale sur les systèmes alimentaires en Somalie²⁷. Ils collaborent avec le Gouvernement et six États de la fédération afin de s'attaquer aux problèmes structurels sous-jacents de l'insécurité alimentaire et de réduire la vulnérabilité. Le PAM codirige également le module de la sécurité alimentaire avec la FAO, ainsi que le groupe de résultats des Nations Unies pour l'environnement, le climat et la résilience avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.
20. La sécurité reste précaire alors que le Gouvernement poursuit son offensive contre les acteurs armés non étatiques. Il est indiqué dans le plan national de transformation que les Chabab déstabilisent des régions en menant une guerre asymétrique, en contrôlant le sud de la Somalie et en perpétuant des attaques qui fragilisent la gouvernance, la confiance de la population et les services essentiels. Depuis janvier 2025, la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie²⁸ soutient les efforts de stabilisation entrepris par la Somalie, et les acteurs humanitaires adaptent leurs modalités d'intervention pour maintenir leurs opérations, notamment en faisant appel à d'autres accompagnateurs pour

²⁶ ONU Somalie. 2024. [Somalia launches new Joint Resilience Programme to benefit a million people in Puntland and Galmudug states](#) (consulté en septembre 2025).

²⁷ Somalia Food Systems Resilience Project. [About The Project](#).

²⁸ Le Conseil de sécurité de l'ONU a, par sa [résolution 2767 \(2024\)](#), approuvé la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine de remplacer la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) par la [Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie](#) (AUSSOM) à compter du 1^{er} janvier 2025.

les escorter et en revoyant leurs chaînes d'approvisionnement. Il est essentiel de renforcer la coordination entre l'armée nationale somalienne, les forces régionales et les partenaires internationaux pour contrer ces menaces, protéger les civils et améliorer l'accès humanitaire.

3. Atouts particuliers, capacités et moyens du PAM en Somalie

21. Les atouts particuliers du PAM, en Somalie comme dans le monde entier, résident dans son savoir-faire reconnu en matière de logistique, d'alerte rapide, de préparation aux situations d'urgence et de prestation de services, atouts qui lui permettent d'intervenir rapidement et efficacement en cas de crise. Capable de mener des opérations à grande échelle dans des contextes fragiles ou des situations de conflit, le PAM cherche en priorité à assurer la continuité de l'assistance destinée à sauver des vies, y compris dans les environnements les plus difficiles. Sa présence dans les régions les plus reculées et sa grande présence opérationnelle en Somalie lui permettent d'intervenir rapidement et de mener des actions pérennes dans des contextes géographiques et sociopolitiques très divers.
22. Fort de ces atouts, le PAM entend, grâce aux orientations stratégiques prévues dans le présent PSP, faciliter les transferts de type monétaire à grande échelle afin d'optimiser l'impact de l'assistance destinée à sauver des vies, en mettant à profit les enseignements tirés de l'expérience pour améliorer en permanence le ciblage, l'identification des bénéficiaires et les assurances à donner quant à l'action menée, progresser vers la mise en place de systèmes de protection sociale dirigés par le Gouvernement et opérer une véritable transition en jouant un rôle, non plus d'exécutant mais de catalyseur grâce au renforcement des services, des systèmes et de la coordination.
23. Le PSP s'appuie sur une base de données factuelles exhaustive constituée à partir de consultations²⁹, d'audits, d'évaluations et d'analyses qui favorisent l'apprentissage et définissent la conception et la mise en œuvre des programmes. Le PAM approuve et mettra en œuvre les principales recommandations issues de l'évaluation indépendante du PSP pour 2022-2025, évaluation a cours de laquelle il a constaté que le PSP était pertinent mais n'avait pas répondu aux attentes en raison de facteurs sous-jacents, parmi lesquels le niveau élevé des besoins, l'insuffisance des financements des donateurs et les moyens limités dont le PAM disposait pour soutenir sa mise en œuvre.
24. L'expérience acquise³⁰ montre que si l'aide humanitaire en Somalie a été déterminante pour sauver des vies, elle a également eu des conséquences imprévues importantes. Le manque d'intégration entre les programmes de secours à court terme et les programmes de renforcement de la résilience à plus long terme a limité l'impact dans la durée. Malgré des investissements importants, la participation communautaire et la responsabilité à l'égard des personnes touchées ont été peu harmonisées entre les différents organismes, si bien que de nombreuses parties prenantes ignoraient tout de l'aide disponible et des

²⁹ Le bureau de pays a pris part à des consultations menées avec le Gouvernement en vue de l'élaboration du plan national de transformation, ainsi qu'avec les partenaires du système des Nations Unies pour l'élaboration du Plan-cadre de coopération; une table ronde organisée avec les parties prenantes, à laquelle ont participé le Coordonnateur résident et des représentants de la société civile et du secteur privé, a donné le coup d'envoi de l'atelier consacré à la formulation du PSP; les bureaux de section du PAM ont mené des consultations auprès des communautés bénéficiaires, et le bureau de pays a organisé une tournée pour présenter la stratégie du PSP aux autorités, aux partenaires de développement, aux partenaires opérationnels, aux partenaires de la société civile et aux partenaires du système des Nations Unies.

³⁰ Le PAM a tiré des enseignements des études et évaluations suivantes: *National Integrated Monitoring and Evaluation Framework (NIMEF) for the Implementation of the National Development Plan (NDP-9)*; *Somalia UNSDCF for 2021-2025*; *Decentralized Evaluation of Joint Resilience Programme in South-Central Somalia from 2018 to 2022*; *Inter-agency Humanitarian Evaluation of the Response to the Humanitarian Crisis in Somalia*; ainsi que des recommandations formulées par l'Auditeur externe et lors d'audits internes.

plans d'intervention. Les approches axées sur les personnes font partie intégrante de la conception des programmes, mais peinent à être mises en œuvre en raison de normes culturelles et sociales profondément ancrées. Des progrès ont été accomplis dans l'aide aux groupes marginalisés, notamment les minorités, les personnes handicapées et celles vivant dans des zones difficiles d'accès, mais certains groupes restent exclus. L'intensification des opérations menées à l'échelle du système en 2022 a accru le risque de détournement de l'aide et a involontairement encouragé la migration des personnes déplacées vers des camps informels dans les zones urbaines, créant ainsi de nouvelles vulnérabilités et une dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. En 2023, au plus fort de la crise, le bureau de pays a déboursé environ 735 millions de dollars dans le cadre de son programme de transferts de type monétaire à grande échelle, ce qui a permis d'éviter la famine. Il a toutefois rencontré des difficultés majeures, notamment des lacunes dans le ciblage, la gestion des identités et le détournement de l'aide³¹.

25. Le PAM dispose de capacités opérationnelles et de compétences suffisantes pour mettre en œuvre le PSP et atteindre les objectifs qu'il s'est fixés³². Il sera essentiel de faire preuve de souplesse face à l'évolution des défis et des priorités tant au niveau national que parmi les donateurs.
26. Dans le cadre du projet global relatif aux assurances à donner³³, le bureau de pays n'a ménagé aucun effort pour rétablir la confiance des donateurs et continue d'être reconnu comme un partenaire de choix dans l'exécution de programmes de qualité, en collaboration avec le gouvernement hôte et les partenaires.
27. Le PAM apporte aussi son concours aux pouvoirs publics dans la conception, la mise en œuvre et le maintien de filets de sécurité évolutifs, efficaces et réactifs face aux chocs. Son savoir-faire en matière de systèmes numériques et géospatiaux avancés³⁴, d'analyse de la vulnérabilité et de suivi de la sécurité alimentaire, lui permet de disposer de données et d'éléments fiables pour éclairer les stratégies, orienter les programmes et plaider en faveur de l'éradication de la faim. Ces atouts en font un partenaire essentiel pour subvenir aux besoins non satisfaits, compléter les actions nationales et progresser collectivement vers la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition. Le PAM fait œuvre de pionnier dans l'utilisation de la biométrie pour identifier chaque bénéficiaire, une pratique qui a été adoptée par d'autres acteurs en Somalie, preuve du rôle de catalyseur joué par l'organisation dans le renforcement des capacités nationales et locales³⁵.

³¹ En raison des limites de la plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts (SCOPE) en matière d'arbitrage, plus de 1,4 million d'enregistrements en double n'ont pas pu être traités. La faiblesse des contrôles relatifs à la connaissance du client dans l'écosystème de l'argent mobile a encore accru la vulnérabilité face à la fraude et à une mauvaise allocation des ressources. Les enquêtes menées après livraison ont confirmé l'existence de lacunes importantes dans le suivi et la vérification de la distribution de l'aide.

³² Voir "[Mesures de gestion et d'atténuation des risques](#)", Annexe II.

³³ Circulaire de la Directrice exécutive concernant le cadre global relatif aux assurances à donner (en anglais uniquement) ([OED2024/004](#)). Le projet relatif aux assurances à donner concernant la Somalie, mené de 2023 à 2025 dans le cadre du projet global en la matière, a donné lieu à l'application d'une série de changements dans les processus et contrôles du bureau de pays en matière de ciblage, de gestion des identités, de suivi, de remontée de l'information, d'approvisionnement, de gestion des partenariats avec des tiers et de gouvernance des risques, ce qui a permis de réduire considérablement les risques recensés et les détournements avant et après livraison.

³⁴ Grâce à des outils tels que la plateforme de suivi de l'impact et de la situation en temps réel (PRISM), Dataviz et Seasonal Explorer, le PAM intègre des données en temps quasi réel sur les précipitations, la végétation et les conditions du marché afin d'anticiper les risques émergents et d'y faire face.

³⁵ Afin de gérer le registre social unifié, le PAM collabore avec le Ministère du travail et des affaires sociales, l'Autorité nationale d'identification et d'enregistrement et l'Agence somalienne de gestion des catastrophes.

4. Positionnement stratégique, priorités des programmes et partenariats

Orientation et impacts escomptés du plan stratégique de pays

28. Durant les cinq années couvertes par le PSP, le PAM entend venir en aide à 7 millions de bénéficiaires, dont 53 pour cent de femmes et de filles. Tirant parti des atouts propres au bureau de pays et de ses partenariats stratégiques, le PSP prévoit des réorientations stratégiques visant à obtenir les quatre effets directs intégrés suivants: sauver des vies grâce à un ciblage plus efficace fondé sur la vulnérabilité; réduire les besoins humanitaires en favorisant l'autosuffisance; permettre aux administrations à l'échelon fédéral comme au niveau des États de renforcer les programmes de protection sociale et de repas scolaires; et veiller à ce que les acteurs humanitaires bénéficient des systèmes, des informations et des services dont ils ont besoin pour porter secours aux populations les plus touchées et faire face aux situations d'urgence.
29. Le PSP privilégie l'assistance axée sur le terrain destinée aux communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, en tirant parti des points forts du PAM en matière d'alerte rapide, d'intervention d'urgence, de chaînes d'approvisionnement et d'analyse de la sécurité alimentaire. Cette approche vise à sauver des vies, à réduire les besoins humanitaires, à renforcer la résilience, à consolider les capacités nationales et à garantir une action humanitaire fondée sur les principes consacrés. En s'appuyant sur des données factuelles, des évaluations et les priorités nationales, le PAM passera à des programmes plus intégrés et axés sur les personnes, tout en maintenant l'aide destinée à sauver des vies et en renforçant les capacités des systèmes publics et des acteurs locaux. Les programmes bénéficieront de services communs à destination des partenaires et d'approches durables pilotées au niveau local visant à améliorer l'efficacité et l'impact dans un contexte d'érosion des ressources.
30. Le présent PSP, qui découle du Plan-cadre de coopération, est conforme aux plans annuels de réponse aux besoins humanitaires, au plan somalien de transformation et à d'autres stratégies nationales et régionales. Il met en œuvre le Plan stratégique du PAM³⁶ au niveau national et s'aligne sur les politiques et stratégies institutionnelles, notamment la [politique en matière d'ancrage local](#) de 2025, laquelle accorde une place centrale aux acteurs locaux et nationaux dans le respect des normes les plus strictes en matière de transparence et d'obligation de rendre compte.
31. Tirant parti de son pouvoir de mobilisation et de ses divers partenariats, le PAM renforcera durablement les capacités des pouvoirs publics au moyen de programmes intégrés, d'un ciblage fondé sur les données et d'un renforcement de la résilience des communautés. L'utilisation stratégique des données factuelles³⁷ contribuera à la mobilisation en faveur du Défi Faim zéro, et la souplesse opérationnelle garantira la rapidité des interventions en cas de restrictions budgétaires. Le PAM expérimentera des modèles innovants et respectueux de la déontologie, intégrant le secteur privé, afin de contribuer à combler le déficit de financement de l'aide humanitaire.

³⁶ Sous la direction du Siège mondial, le bureau de pays a conçu le présent PSP qui sera mis en œuvre dans le cadre du Plan stratégique du PAM pour 2026-2029.

³⁷ Dans l'étude intitulée *Diagnostic Study to Design Mogadishu PSNP for IDP and the Most Vulnerable Host Communities in Banadir*, publiée en février 2025, le PAM et d'autres organismes ont, par exemple, évalué la possibilité d'un modèle de filet de sécurité reposant sur des activités productives en milieu urbain à Banadir, en recueillant des données auprès de 1 264 ménages dans les districts de Daynile et de Kahda. Malgré les difficultés rencontrées, telles que les perturbations causées par les milices et la réticence des communautés, l'étude a fourni des informations indispensables pour concevoir des programmes de travaux publics et d'aide aux moyens d'existence visant à réduire la pauvreté, à créer des emplois et à favoriser la croissance économique pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil vulnérables à Mogadiscio.

32. Le PAM s'attaquera aux risques et aux facteurs de vulnérabilité, notamment les chocs liés au climat, les conflits et les déplacements de population, en menant des interventions adaptées et en coordonnant son action avec les autorités et les partenaires à l'échelon fédéral comme au niveau des États afin d'améliorer l'efficacité, la complémentarité, la performance opérationnelle et l'impact des programmes en Somalie. Il intégrera et mesurera les résultats dans des domaines prioritaires transversaux tels que la nutrition, la protection, l'obligation de rendre compte et la durabilité environnementale, tout en favorisant l'égalité, en particulier pour les femmes et les personnes handicapées.

Intégration des programmes

33. Le PAM mettra en œuvre le PSP au moyen de systèmes intégrés et réactifs face aux chocs, qui s'attaquent à la malnutrition aiguë et chronique et à l'insécurité alimentaire. Un dispositif d'orientation adapté au contexte aidera les personnes et les communautés à passer des programmes d'intervention d'urgence à des activités structurées axées sur le relèvement rapide et le renforcement de la résilience. Les effets directs 1 (intervention face à une crise) et 2 (renforcement de la résilience) du PSP serviront de filet de sécurité alimentaire adaptatif³⁸, fourniront une assistance alimentaire et monétaire vitale et réduiront les besoins humanitaires tout en favorisant la transition vers l'autosuffisance par des moyens d'existence diversifiés, la mise en relation des petites entreprises avec les marchés et la gestion durable des ressources en eau. L'intégration transversale des dispositifs d'alerte rapide, d'action anticipatoire et de financement permettra de mener des interventions rapides fondées sur les besoins en cas de chocs, tout en accompagnant cette action d'investissements à long terme dans la résilience et la protection sociale. L'échelonnement stratégique des opérations et les synergies entre les effets directs 1 et 2 ouvriront des voies possibles vers la sortie de la crise, renforceront la cohésion sociale et contribueront à la consolidation de la paix.
34. L'effet direct 3 du PSP met l'accent sur le renforcement des systèmes, en particulier dans les domaines de la protection sociale réactive face aux chocs et des capacités nationales nécessaires pour transposer à plus grande échelle le programme d'alimentation scolaire du PAM utilisant la production locale, de manière à cibler et à fournir efficacement une aide de type monétaire ou une aide au relèvement rapide en faveur des personnes très vulnérables. L'effet direct 4 du PSP sert de point d'ancrage aux innovations apportées dans la chaîne d'approvisionnement, à l'intégration des opérations et à la fourniture de services sûrs, dont le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) et l'appui logistique fondé sur des données, qui sous-tendent l'ensemble des effets directs et aident les partenaires en offrant des possibilités de collaboration. Au titre de chacun des effets directs, le PAM investit dans la production de données factuelles, le développement des systèmes et le renforcement des capacités des partenaires, passant progressivement de la prestation directe de services à la fourniture d'une assistance technique et d'un soutien à la prise en main des activités par les autorités du pays, pour permettre à la Somalie de diriger elle-même les activités menées dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la résilience.

³⁸ En complément du ciblage axé sur les situations d'urgence au titre de l'effet direct 1 du PSP, l'effet direct 2 reposera sur l'utilisation de méthodes telles que le ciblage fondé sur la vulnérabilité et la sélection en concertation avec les communautés afin de proposer des approches intégrées, à partir des évaluations multidimensionnelles de la vulnérabilité, notamment la fragilité des moyens d'existence, l'exposition aux chocs et l'accès aux services.

Collaboration stratégique avec les partenaires

35. Dans le cadre du présent PSP, le PAM s'appuiera sur ses partenariats stratégiques pour donner la priorité aux personnes les plus vulnérables et leur offrir des moyens d'accéder à l'autosuffisance. Il collabore pleinement avec les autorités à l'échelon fédéral comme au niveau des États, ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies, des organismes multilatéraux, des ONG et le secteur privé, en jouant un rôle de facilitateur mais aussi en planifiant et en coordonnant les activités des partenaires de façon à augmenter l'efficacité et l'impact des interventions. Les relations établies de longue date avec les acteurs de la société civile et les communautés seront mises à profit pour élargir la portée des interventions, tandis que la coopération avec des organisations telles que la FAO et l'UNICEF renforcera la coordination intersectorielle des actions menées, en créant des synergies sur la voie de la résilience et de la durabilité des systèmes alimentaires durables³⁹. Avec le Ministère de la planification, de l'investissement et du développement économique, le PAM examinera conjointement les progrès accomplis dans la mise en œuvre du PSP.
36. Le PSP prévoit une planification conjointe des travaux entre les groupes de résultats du Plan-cadre de coopération afin de favoriser l'harmonisation et la complémentarité des programmes. Le PAM améliorera son efficacité opérationnelle en intégrant des systèmes numériques dans les chaînes d'approvisionnement, les transferts de type monétaire, la gestion des identités et les mécanismes de remontée de l'information et en s'appuyant sur des infrastructures partagées et des services communs. Étant donné son rôle de chef de file et l'importance qu'il accorde aux partenariats innovants et multipartites, le PAM intervient de manière plus coordonnée, efficace et utile en faveur des populations les plus vulnérables en Somalie.
37. Les partenariats noués avec le secteur privé viseront essentiellement à optimiser les chaînes d'approvisionnement, l'appui logistique, les services financiers, la production locale d'aliments enrichis et les mécanismes de transfert des risques. Le PAM favorisera l'innovation, donnera aux entrepreneurs locaux les moyens de se développer et alignera ses activités sur les objectifs de la Somalie relatifs aux systèmes alimentaires et à la résilience. Il intensifiera également son action de sensibilisation auprès des institutions financières internationales et des fondations du secteur privé afin de diversifier les partenariats et de poursuivre l'exécution du PSP dans un contexte de réorientation des ressources à l'échelle mondiale.
38. Le PAM s'appuiera sur son modèle simplifié de gestion des partenaires coopérants⁴⁰ pour étendre l'ancrage local et améliorer le rapport coût-efficacité. La collaboration renforcée avec des acteurs de la société civile favorisera l'apprentissage entre pairs et fera intervenir de manière systématique des organisations dirigées par des femmes, des personnes handicapées et des personnes issues de groupes minoritaires. Le PAM continuera d'investir dans la formation et le développement organisationnel de ses partenaires, en les dotant de compétences relatives aux normes opérationnelles, à la protection des données et à la mobilisation des communautés afin d'améliorer la qualité de l'aide et l'obligation de rendre compte.

³⁹ Le PAM a mené de vastes consultations avec toutes les parties prenantes afin d'éclairer la conception du PSP. À la suite d'un examen stratégique réalisé par la haute direction de l'organisation, le bureau de pays a présenté le plan proposé au Gouvernement, aux partenaires opérationnels et aux donateurs à l'occasion d'une série de consultations organisées en octobre 2025.

⁴⁰ L'indépendance opérationnelle et le respect des principes humanitaires sont encouragés par des partenariats stratégiques et opérationnels noués avec les institutions publiques, la société civile et les partenaires coopérants.

Effets directs du plan stratégique de pays et activités

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise en Somalie accèdent plus facilement et en temps voulu à une assistance alimentaire et nutritionnelle vitale et sont mieux à même d'anticiper les chocs, d'y faire face et de s'en relever en temps de crise (domaine d'action privilégié: intervention face à une crise)

39. Au titre de cet effet direct, le PAM mettra en œuvre un ensemble d'activités d'appui visant à sauver des vies qui allient mesures d'anticipation, assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence et interventions axées sur le relèvement rapide (*activité 1*).
40. Le PAM procédera à des transferts de produits alimentaires assortis ou non de conditions à destination des personnes et des communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition afin de faciliter le relèvement rapide dans les zones accessibles où sévissent des crises. Les transferts non assortis de conditions visent à permettre aux ménages de subvenir à leurs besoins urgents en cas de crise, alors que les transferts assortis de conditions ciblent les ménages dont la situation s'est stabilisée, afin de les inciter à participer à des activités de création d'actifs ou à suivre des formations leur permettant de se relever ou de renforcer leur résilience. Les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, de même que les autres filles et les jeunes enfants issus de communautés vulnérables, auront accès à des aliments nutritifs et à une éducation nutritionnelle dispensée localement dans le but de prévenir et de lutter contre la malnutrition. Afin de mieux informer les communautés sur les risques et de soutenir les actions locales en faveur d'un relèvement rapide, le PAM collaborera avec les acteurs nationaux, infranationaux et communautaires de façon à anticiper les chocs, à s'y préparer et à y faire face⁴¹.
41. La démarche du PAM sera fondée sur le cycle de gestion des risques de catastrophe et combinera plans d'action anticipée⁴², alerte rapide, secours d'urgence et relèvement rapide afin de sauver des vies et de réduire autant que possible le nombre de bénéficiaires des interventions d'urgence, y compris dans le cas où les besoins prévus sont supérieurs aux ressources disponibles et si la persistance des conflits limite l'accès humanitaire, amplifiant ainsi l'ampleur des besoins non satisfaits.
42. Le PAM déploiera un modèle en trois volets d'adaptation en cas de crise. Ce modèle comprendra: des mesures d'anticipation comme l'alerte rapide et les transferts monétaires préventifs, qui ciblent les ménages dirigés par une femme et visent à éviter le recours à des stratégies de survie préjudiciables ainsi qu'à préserver les moyens d'existence avant les chocs; des interventions d'urgence axées sur les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire (phase 4 ou plus de l'IPC), dans le cadre desquelles l'assistance sera fournie en fonction de critères liés à la vulnérabilité; et un appui au relèvement rapide à travers le développement des compétences, la création d'actifs et le renforcement des capacités des communautés et du Gouvernement pour améliorer la résilience et porter

⁴¹ Le PAM travaille en collaboration avec le Gouvernement fédéral et les gouvernements des États ainsi qu'avec des partenaires humanitaires dans le cadre du plan somalien de préparation aux crises alimentaires et nutritionnelles ([Somalia Preparedness Plan for Food and Nutrition Security Crises](#)), qui favorise l'action anticipatoire et les interventions fondées sur des données en cas de crise. En alignant ses plateformes d'analyse et son architecture numérique sur les systèmes nationaux, le PAM contribue à la mise en place d'un cadre intégré qui relie les prévisions, le suivi des risques et les prestations sociales, renforçant ainsi la capacité nationale à atténuer les chocs liés à la sécurité alimentaire et à y faire face.

⁴² Les données issues de la mise en œuvre du plan d'action anticipée des inondations par le bureau de pays en 2023 montrent que l'action anticipatoire: améliore la rapidité des interventions, car elle déclenche l'aide avant que la crise n'atteigne son paroxysme, ce qui permet de sauver des vies et de gagner du temps; diminue les coûts, en prévenant ou en atténuant les répercussions des crises, ce qui réduit les besoins coûteux tant sur le plan des interventions que du relèvement; et prend davantage en considération la dimension humaine, car elle permet aux populations de se préparer aux crises et renforce ainsi leur résilience et leur dignité.

secours en temps voulu. Les interventions sont adaptées à toutes les zones de subsistance: agro-pastorales, pastorales, côtières, urbaines ou périurbaines.

43. Cette approche marque un tournant stratégique: elle passe d'un modèle d'intervention en cas de crise à un modèle qui renforce l'état de préparation en dotant les pouvoirs publics au niveau national, à l'échelon des États et à l'échelle locale de capacités supplémentaires, en rassemblant des données factuelles et en intégrant les programmes pour améliorer le ciblage et mobiliser plus efficacement les communautés. Les atouts particuliers du PAM résident dans l'ampleur de sa présence sur le terrain, ses partenariats et son savoir-faire en matière d'analyse de la vulnérabilité, de logistique, de préparation et de coordination, comme en témoignent le rôle de chef de file qu'il joue au sein du groupe de travail sur l'assistance monétaire et des modules de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que sa collaboration étroite avec des partenaires nationaux et internationaux issus du secteur public, du système des Nations Unies et des ONG.
44. Le PAM s'attachera à améliorer la qualité des programmes, en s'efforçant de mettre en place un filet de sécurité intégré et réactif face aux chocs, et à aider les bénéficiaires à passer d'une aide vitale immédiate au titre de l'effet direct 1 du PSP à des mesures favorisant la résilience et l'autosuffisance au titre de l'effet direct 2 du PSP. Les interventions axées sur la nutrition font partie intégrante de son dispositif d'assistance. Elles mettent l'accent sur la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë conformément aux meilleures pratiques et aux directives nationales et s'appuient sur les systèmes d'alerte rapide, le prépositionnement des produits et la possibilité d'adapter rapidement les opérations en cas d'augmentation des besoins. En apportant une assistance rapide avant, pendant et après les crises, le PAM veillera à ce que les ménages aient les moyens de résister aux chocs et de s'en relever, garantissant ainsi leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence à long terme. Il renforcera également les cadres d'action et d'intervention afin de mettre en place des programmes adaptatifs en temps opportun dans le but d'obtenir un impact durable.

Harmonisation avec les priorités nationales

45. Au titre de cet effet direct du PSP, le PAM contribue à la réalisation: de l'objectif stratégique 1 du plan de réponse aux besoins humanitaires (prévenir les pertes en vies humaines en réduisant la prévalence de la faim et de la malnutrition aiguë), dont la priorité a été revue; du résultat 2 du Plan-cadre de coopération, qui vise à contribuer à la croissance durable, à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence, conformément au deuxième pilier du plan national de transformation; et du résultat 4 du Plan-cadre de coopération, qui consiste à contribuer aux mesures d'alerte rapide et d'anticipation visant à renforcer la résilience des communautés, conformément au quatrième pilier du plan national de transformation.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les populations à risque en situation d'insécurité alimentaire, notamment les femmes, qui vivent dans les communautés ciblées des zones urbaines, périurbaines et rurales, parviennent à une plus grande autosuffisance ont une nutrition adéquate et des moyens d'existence diversifiés et sont plus résilientes face aux chocs récurrents (domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience)

46. Afin de réduire les besoins et de renforcer la résilience face aux chocs, le PAM, en collaboration avec le Gouvernement et ses partenaires, mettra en œuvre des activités à dimension nutritionnelle intégrées d'appui aux moyens d'existence, des initiatives de création d'actifs et des solutions financières destinées aux personnes à risque en situation d'insécurité alimentaire (*activité 2*). Le PAM mettra à profit l'aide vitale immédiate fournie au titre de l'effet direct 1 du PSP pour accompagner les personnes touchées sur la voie de la résilience et de l'autosuffisance au moyen d'un filet de sécurité intégré et réactif face aux chocs, qui couvrira les besoins aussi bien urgents que sous-jacents.

47. Le bureau de pays s'attachera à renforcer la résilience et à développer le capital humain en améliorant l'accès aux services et à des moyens d'existence évolutifs. Des programmes intégrés alliant assistance à dimension nutritionnelle, création d'actifs, capacité d'adaptation, services financiers et accès aux marchés aideront les communautés vulnérables à créer des actifs, à diversifier leurs sources de revenus et à adopter des pratiques durables. Ces programmes comprennent des objectifs nutritionnels, qui visent à assurer le bien-être à long terme et l'accès à la nourriture, et accordent une place centrale aux femmes, dont le rôle est essentiel dans le relèvement des ménages et des communautés.
48. À travers cette réorientation stratégique, le PAM passera d'approches fragmentées par projet à des solutions intégrées, évolutives et axées sur les personnes, qui donneront les moyens d'agir aux protagonistes locaux, aux acteurs des filières et au secteur privé. Le PAM pourra ainsi favoriser des changements systémiques qui réduiront les besoins humanitaires à long terme et adaptera son aide aux cadres établis par le Gouvernement pour mettre en place des systèmes alimentaires résilients et durables. La présence du PAM sur le terrain, son savoir-faire en matière de systèmes alimentaires et de filets de sécurité, ainsi que ses partenariats solides noués avec les communautés et le Gouvernement lui permettront de conduire cette approche intégrée et d'intervenir rapidement et à grande échelle dans les contextes de fragilité.
49. La mise en œuvre du PSP reposera sur la collaboration, le PAM jouant un rôle moteur tout en s'attachant à favoriser la prise en main des activités par les autorités, à renforcer les systèmes nationaux et à développer les capacités des partenaires en vue d'obtenir des résultats durables. Les partenariats conclus avec les ministères, les ONG locales et internationales, les coopératives, les acteurs du secteur privé, la FAO, le Fonds international de développement agricole et d'autres organismes des Nations Unies garantiront un large éventail de compétences dans les domaines des moyens d'existence, des marchés, de la nutrition et de la résilience.
50. Toutes les activités relevant de l'effet direct 2 du PSP sont conçues de manière à avoir un effet catalytique et à pouvoir évoluer, afin de permettre des changements systémiques et de créer des modèles susceptibles d'être reproduits à l'échelle nationale. Compte tenu des difficultés d'accès et du manque de ressources, le PAM donnera la priorité aux zones à haut risque, interviendra dans la mesure du possible par l'intermédiaire des systèmes nationaux, maintiendra les services essentiels et se concentrera sur les modèles adaptables et peu coûteux qui répondent le mieux à l'évolution des besoins de la Somalie.
51. S'appuyant sur des données factuelles et des enseignements continus tirés d'un suivi rigoureux, le PAM ne se contentera pas de répondre aux besoins immédiats, mais investira également dans l'avenir en donnant aux Somaliens vulnérables les moyens de résister aux chocs, de réduire leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire et de s'engager avec confiance sur la voie de la résilience et de l'autosuffisance.

Harmonisation avec les priorités nationales

52. L'effet direct 2 du PSP contribue à la réalisation du résultat 2 du Plan-cadre de coopération, conformément au deuxième pilier du plan national de transformation, et du résultat 4 du Plan-cadre de coopération, conformément au quatrième pilier du plan national de transformation.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, le Gouvernement et les partenaires sont en mesure, à travers les programmes, les plateformes et les systèmes qu'ils gèrent, d'améliorer la qualité, la couverture et la pérennité des programmes scolaires et des filets de sécurité réactifs face aux chocs et à dimension nutritionnelle destinés aux personnes les plus vulnérables (domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience)

53. Afin de réduire les besoins et de renforcer la résilience face aux chocs, le PAM aidera le Gouvernement et ses partenaires à concevoir et à mettre en œuvre des programmes nationaux renforcés et intégrés de repas scolaires, ainsi que des filets de sécurité réactifs face aux chocs et à dimension nutritionnelle qui stimulent l'économie locale (*activité 3*).
54. Le PAM contribuera à maintenir les filets de sécurité sociale en Somalie en venant à l'appui de systèmes clés tels que le registre social unifié, les mécanismes réactifs face aux chocs et les cadres d'action qui associent la protection sociale à la résilience, à la nutrition et à la sécurité alimentaire. Grâce à son action continue, en particulier au niveau infranational, le PAM améliorera la qualité de l'assistance sociale. Sur le plan technique, il appuiera les transferts monétaires assortis de conditions et contribuera à l'élaboration de protocoles permettant d'intervenir à différentes échelles face aux chocs, en mettant à profit ses compétences en matière d'alerte rapide et de gestion des risques de catastrophe, y compris dans le domaine des solutions financières. Sur le plan opérationnel, le PAM aidera les pouvoirs publics au niveau fédéral et à l'échelon des États à mettre en œuvre, à évaluer et à gérer les risques en vue de développer des filets de sécurité à dimension nutritionnelle adaptés à la situation du pays.
55. Dans le prolongement du soutien essentiel apporté au titre du PSP pour 2022-2025⁴³, qui a contribué à la mise en place du projet de filet de sécurité pour le capital humain financé par la Banque mondiale⁴⁴, connu sous le nom de "Baxnaano", le PAM accompagnera le transfert de la responsabilité de ce projet au Ministère du travail et des affaires sociales et sa prise en main complète par les autorités nationales⁴⁵. Le PAM dispose d'employés chargés du renforcement des systèmes, de la mise en œuvre des programmes⁴⁶, des services numériques et de l'analytique. Le transfert au Gouvernement de la fourniture directe des services interviendra dans les zones où l'État bénéficie d'un accès et de l'adhésion de la population, le PAM jouant quant à lui un rôle de conseil technique et d'appui. Dans les zones difficiles d'accès, le PAM pourra continuer d'aider le Gouvernement à mener des actions de sensibilisation.
56. La Somalie a rejoint la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire en 2022. Elle a fait des programmes de repas scolaires une priorité essentielle de son plan national de transformation et s'est engagée à renforcer les capacités du Ministère de l'éducation et à veiller à ce que la fourniture de repas scolaires soit inscrite au budget de 2026⁴⁷. Le PAM accordera la priorité au renforcement des systèmes qui contribuent à l'objectif de la Somalie consistant à assurer la couverture universelle des programmes de repas scolaires

⁴³ Dans le cadre du PSP pour 2022-2025, durant la première phase du programme Baxnaano, le PAM a aidé les autorités à mettre en œuvre le système de protection sociale, grâce auquel 1,2 million de ménages ont reçu des transferts monétaires réguliers au cours d'activités nutritionnelles. Le PAM a en outre alloué 334 millions de dollars aux filets de sécurité à long terme et 109 millions de dollars à des interventions en cas de choc sous forme de transferts monétaires d'urgence. Des systèmes essentiels ont été mis en place grâce au registre social unifié et au système de protection sociale, qui concerne désormais plus de 4 millions de ménages.

⁴⁴ Programme national de filets de sécurité. [Baxnaano](#).

⁴⁵ Actualités somaliennes en direct. 2025. [World Bank Applauds Somalia for Launching Phase 2 of Baxnaano Social Protection Program](#).

⁴⁶ Le programme prévoit un accompagnement sur le "dernier kilomètre" pour les services d'assistance sociale sous forme d'aide financière et en nature, l'élaboration conjointe de nouveaux filets de sécurité et le renforcement de l'obligation de rendre compte grâce à la forte présence du PAM sur le terrain et à l'étendue de ses systèmes.

⁴⁷ Coalition pour l'alimentation scolaire. 2025. [Somalia Country Progress Review 2025](#).

dans les écoles primaires d'ici à 2030, tout en continuant à fournir des repas dans les zones vulnérables et à appuyer les politiques publiques, les capacités et le financement nécessaires à la mise en œuvre de la feuille de route relative à la transition établie par le Gouvernement fédéral.

57. La stratégie révisée du PAM en matière de repas scolaires pour le présent PSP fait suite à la recommandation formulée dans l'évaluation⁴⁸ du PSP pour 2022-2025, qui préconisait d'"[é]laborer, pour les programmes d'alimentation scolaire, une stratégie comprenant un plan à long terme fondé sur des scénarios qui expose aux donateurs et aux autorités où il est nécessaire d'investir, les ressources requises ainsi que la durée des investissements envisagés".
58. La stratégie du PAM en matière d'accélération des changements à opérer renforcera les capacités dont les pouvoirs publics disposent pour améliorer la qualité des programmes et élargir leur couverture tout en garantissant leur viabilité, en faisant des écoles des pôles de développement grâce à des initiatives comme les jardins scolaires, les activités destinées à faire évoluer la société et les comportements ou l'établissement de liens avec les marchés, et en accordant la priorité aux districts présentant les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition les plus élevés et les résultats scolaires les plus faibles.
59. De par son rôle de chef de file mondial dans le domaine des programmes de repas scolaires, le PAM s'impose comme le partenaire privilégié du Gouvernement. Sa démarche, qui met l'accent sur la collaboration directe avec les ministères de l'éducation au niveau fédéral et à l'échelon des États, consiste à passer d'une distribution assurée par des ONG partenaires à un renforcement direct des systèmes publics. Cette collaboration multisectorielle, qui s'étendra aux ministères de l'agriculture, de la santé et des finances, reflète les objectifs ambitieux que le Gouvernement s'est fixés dans son programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

Harmonisation avec les priorités nationales

60. L'effet direct 3 du PSP contribue à la réalisation du résultat 3 du Plan-cadre de coopération relatif au capital social et humain, et favorise la croissance durable, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, conformément au troisième pilier du plan national qui porte sur la transformation du capital social et humain.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: La communauté humanitaire en Somalie est mieux à même de venir en aide aux personnes vulnérables et de faire face aux besoins et aux situations d'urgence tout au long de l'année (domaine d'action privilégié: intervention face à une crise)

61. Le PAM continuera d'apporter un soutien essentiel à l'action collective menée en Somalie à travers les services qu'il fournit à la communauté de l'aide humanitaire et du développement, et veillera à ce que la coordination demeure axée sur des services opérationnels bien précis, notamment l'appui logistique, le transport aérien, l'accès et les services d'information qui facilitent la fourniture de l'aide sur le terrain.
62. Afin de concrétiser le projet de l'initiative ONU80⁴⁹, dont l'objectif est de rendre le système des Nations Unies plus rationnel, plus efficace et plus performant, le PAM placera la prestation de services et les chaînes d'approvisionnement au cœur de l'intégration des programmes, de l'innovation et de la mise en œuvre du PSP, en jouant un rôle de catalyseur sur le plan opérationnel, en renforçant les capacités de gestion des données et des connaissances incluses dans les systèmes publics et en facilitant la prestation de services à l'échelle du système en Somalie.

⁴⁸ Le rapport d'évaluation final n'a pas encore été publié.

⁴⁹ ONU. 2025. [Initiative ONU80](#).

63. Au titre de l'*activité 4*, le PAM continuera de fournir ses services mis en place de longue date en matière de transport aérien à une centaine d'organisations humanitaires dans le cadre de la gestion de l'UNHAS, de façon à contribuer à l'efficacité des interventions d'urgence et au développement des infrastructures et des capacités aéronautiques. L'UNHAS garantit des vols sûrs, fiables et sécurisés aux partenaires de l'aide humanitaire et du développement, organise des évacuations d'urgence pour raisons médicales ou de sécurité et assure la livraison de cargaisons légères essentielles.
64. Au titre de l'*activité 5*, le PAM continuera d'assurer des services délégués d'appui logistique. Il permettra aux personnes à risque d'accéder à l'assistance, rendra possible la mise en œuvre rapide des interventions d'urgence et diffusera des informations et des analyses stratégiques dans le cadre de la coordination des modules actifs qu'il dirige. Au titre de l'*activité 6*, les services à la demande destinés à la communauté humanitaire seront fournis selon le principe du recouvrement intégral des coûts.
65. Il est indispensable d'effectuer des investissements coordonnés et intersectoriels, fondés sur des approches axées sur les besoins et conformes aux principes humanitaires, pour offrir à la Somalie un avenir juste et résilient. En sa qualité de chef de file de la logistique dans le pays, le PAM continuera de mettre à profit ses systèmes d'approvisionnement et ses plateformes numériques pour garantir l'efficacité du prépositionnement, du ciblage et du suivi de la prestation de services, y compris dans les zones difficiles d'accès.
66. Fort des atouts qui sont les siens en matière de données, d'analytique et d'évaluation de la sécurité alimentaire, le PAM axera ses activités de communication et de sensibilisation sur l'alerte rapide, en veillant à ce que ses informations stratégiques de qualité et ses analyses en temps réel fondées sur des données éclairent pleinement la prise de décisions à l'échelle du système ainsi que les mesures d'anticipation vitales qui réduisent les besoins et les risques de catastrophe.
67. S'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience⁵⁰, le PAM utilisera son réseau [Building Blocks](#) qui repose sur la technologie de la chaîne de blocs. Ses objectifs sont d'améliorer l'intégrité et l'efficacité des programmes et de générer des économies dans le cadre des processus interorganisations, de fournir aux bénéficiaires des identités numériques vérifiables et infalsifiables, de réduire la fraude et les doublons, d'accélérer la fourniture de l'assistance, et d'assurer la transparence en temps réel des allocations de fonds et des transferts.

Harmonisation avec les priorités nationales

68. Au titre de l'effet direct 4 du PSP, le PAM contribue à la réalisation de l'objectif stratégique 1, "prévenir les pertes en vies humaines en réduisant la prévalence de la faim et de la malnutrition aiguë", du plan de réponse aux besoins humanitaires dont la priorité a été redéfinie, et des résultats 2 et 4 du Plan-cadre de coopération conformément aux deuxième et quatrième piliers du plan national de transformation.

⁵⁰ Depuis 2017, le réseau [Building Blocks](#) a traité plus de 555 millions de dollars en transferts de type monétaire et fourni 325 millions de dollars d'aide à plus d'un million de réfugiés au Bangladesh, en Jordanie et en Ukraine, ce qui en fait le plus grand système reposant sur la technologie de la chaîne de blocs utilisé dans le secteur humanitaire au monde.

5. Hiérarchisation des priorités et pérennisation

Hiérarchisation des priorités

69. Face à la forte baisse des fonds alloués à l'aide humanitaire, le PAM adapte son approche en donnant la priorité aux besoins urgents des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë. La stratégie consiste à réduire ces besoins en renforçant la résilience et en consolidant les systèmes du pays et des partenaires pour trouver des solutions à long terme.
70. Le PAM hiérarchise les priorités en fonction de la gravité des besoins, en affectant ses ressources de manière à sauver des vies et à protéger les moyens d'existence. Les zones de subsistance connaissant une forte prévalence de l'insécurité alimentaire grave (phase 4 ou plus de l'IPC) et des taux de malnutrition aiguë supérieurs à 10 pour cent seront considérées comme prioritaires. Les communautés présentant des niveaux modérés d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 de l'IPC) bénéficieront d'une aide partielle.
71. Le PAM passe d'un ciblage fondé sur le statut à un ciblage fondé sur la vulnérabilité. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, le ciblage reposera sur des évaluations multidimensionnelles de la vulnérabilité, y compris la fragilité des moyens d'existence, l'exposition aux chocs et l'accès aux services.
72. Les districts vulnérables aux chocs et les zones de subsistance précédemment concernées par des situations d'urgence resteront une priorité, mais le choix des districts en fonction du plan de réponse aux besoins humanitaires déterminera la stratification des activités et le ciblage des ménages dans ces zones. Le PAM s'appuiera sur ses opérations existantes et les plateformes communautaires pour pérenniser les progrès accomplis. Des outils de planification, des analyses coûts-avantages et des évaluations environnementales permettront d'orienter des investissements adaptables et évolutifs, conformes aux priorités du Gouvernement. La hiérarchisation des priorités tiendra également compte du rapport coût-efficacité et de l'intégration des programmes, en ciblant les domaines dans lesquels l'aide peut avoir l'impact le plus important et ceux qui offrent des possibilités de programmation commune. L'évaluation de la vulnérabilité est effectuée de manière détaillée (zones urbaines, personnes déplacées dans les zones urbaines ou communautés rurales) et veille à associer les communautés locales plutôt qu'à se baser uniquement sur les données fournies par les districts.
73. Les tendances historiques et saisonnières, combinées à une analyse de la vulnérabilité à indicateurs multiples, portant notamment sur la prévalence, la fréquence, le risque de détérioration et les niveaux de malnutrition, éclairent la planification. Compte tenu de l'instabilité qui règne en Somalie, le PAM adopte une approche adaptative pour établir ses priorités et procède à des examens annuels et trimestriels afin d'intégrer les nouvelles données disponibles et de réorienter son intervention en fonction des besoins qui se font jour.
74. Le cadre relatif aux assurances à donner du Bureau du PAM en Somalie est étroitement lié à l'ancrage local, conformément au Plan stratégique du PAM pour 2026-2029: premièrement, le PAM consulte les communautés touchées, en respectant la vie privée de leurs membres et en veillant à ce que leurs contributions orientent l'appui dont elles bénéficient; deuxièmement, selon ce même cadre, le PAM effectue des vérifications de la distribution de l'aide grâce à un système d'enregistrement numérique sécurisé et de contrôles post-distribution; troisièmement, le PAM garantit une assistance en nature sûre et traçable; et quatrièmement, il préserve son indépendance opérationnelle, en veillant à ce que la prise de décisions soit guidée par les principes humanitaires et non par des intérêts politiques ou économiques.

Stratégies de pérennisation et de transition

75. Dans le cadre de ses interventions, le PAM donne la priorité à la prise en main par les pays, à la flexibilité et à la réactivité en fonction des besoins locaux, et fournit un appui technique ciblé qui renforce les systèmes et facilite le transfert de la responsabilité de l'exécution de ses programmes aux institutions nationales et infranationales⁵¹. Dès le départ, il intégrera dans la conception la planification du transfert de la responsabilité des activités et travaillera aux côtés du Gouvernement et des communautés pour définir les modalités et le calendrier de la transition de façon à préparer les acteurs concernés à s'approprier progressivement les opérations.
76. La stratégie de transition du bureau de pays met l'accent sur l'ancrage local, conformément au Grand Bargain (pacte relatif au financement de l'action humanitaire) et au nexus action humanitaire-développement-paix. Son objectif est de mettre en œuvre des programmes de qualité, fondés sur les principes consacrés, tout en renforçant systématiquement les capacités des partenaires locaux, de la société civile et des groupes représentatifs. Conscient des défis à relever, tels que la fragilité des institutions et le manque de ressources, le bureau de pays se basera sur les enseignements tirés du projet global relatif aux assurances à donner et des audits internes dans le but de renforcer la conformité et l'intégrité. Les opérations seront suspendues dès lors que le choix des partenaires imposé par les autorités publiques entrera en conflit avec les principes de transparence et de neutralité du PAM.
77. Trouver un équilibre entre le renforcement des capacités institutionnelles et le principe d'ancrage local est une tâche complexe, en particulier dans le contexte des structures fédérales et régionales existant en Somalie. Néanmoins, la diminution des conflits interclaniques ouvre de nouvelles perspectives. En réponse aux demandes officielles des autorités à l'échelon fédéral comme au niveau des États, le PAM s'engage à renforcer les capacités locales et à mobiliser des ressources afin de favoriser une prise en main responsable et durable par le pays.
78. Quel que soit l'effet direct stratégique, le modèle opérationnel du PAM est conçu pour maintenir les services essentiels tout en favorisant une prise en main des activités par les autorités nationales et la pérennisation des résultats. Dans le cadre de sa démarche d'ancrage local, le PAM s'attachera à centrer son action sur les personnes concernées en renforçant les capacités institutionnelles d'organisations présentes sur le terrain.
79. S'agissant des opérations de secours, le PAM accordera la priorité aux personnes les plus vulnérables, réduira les activités non essentielles, adaptera ses méthodes d'acheminement de l'assistance et, dans la mesure du possible et si cela est approprié, procédera au transfert progressif des responsabilités aux acteurs nationaux et locaux. Les programmes de renforcement de la résilience mettront à profit les systèmes nationaux dans la mesure du possible, maintiendront les services essentiels et s'adapteront aux environnements urbains, en favorisant des modèles évolutifs et peu coûteux en fonction des ressources disponibles.
80. La protection sociale sera directement assurée par le Gouvernement dans les zones accessibles et jouissant d'un soutien politique, le PAM se limitant à un rôle consultatif. Dans les zones difficiles d'accès ou sensibles, le PAM poursuivra ses activités ciblées et agira en tant que partenaire dans le cadre de l'atténuation des risques. Les programmes de repas scolaires seront également pris en main par le Gouvernement, le PAM fournissant un appui technique et maintenant ses opérations dans les zones inaccessibles.

⁵¹ "Plan stratégique du PAM pour 2026-2029" (WFP/EB.2/2025/3-B/1/Rev.1).

81. En matière de nutrition, la priorité sera donnée aux régions fortement touchées par la malnutrition afin de poursuivre les programmes de supplémentation qui sauvent des vies, et le PAM accompagnera les autorités dans la mise en place de services de prévention. Le renforcement des capacités dans les États membres de la fédération facilitera cette transition, grâce à un suivi et à une coordination plus efficaces avec les organismes de santé.
82. Le PAM coordonne ses actions avec ses partenaires et les autorités pour permettre un accès humanitaire présentant un bon rapport coût-efficacité et tenant compte des conflits, de façon à venir en aide aux personnes et aux communautés les plus vulnérables, en s'appuyant sur des dispositions en matière d'accès qui sont intégrées dans ses opérations et portent sur les chaînes d'approvisionnement, l'UNHAS et la prestation de services.

ANNEXE I

APERÇU DE LA LIGNE DE VISÉE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LA SOMALIE (2026-2030)¹

Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise
Effet direct du PSP	Effet direct 1 du PSP Les populations touchées par une crise en Somalie accèdent plus facilement et en temps voulu à une assistance alimentaire et nutritionnelle vitale et sont mieux à même d'anticiper les chocs, d'y faire face et de s'en relever en temps de crise.	Effet direct 2 du PSP D'ici à 2030, les populations à risque en situation d'insécurité alimentaire, notamment les femmes, qui vivent dans les communautés ciblées des zones urbaines, périurbaines et rurales, parviennent à une plus grande autosuffisance, ont une nutrition adéquate et des moyens d'existence diversifiés et sont plus résilientes face aux chocs récurrents.	Effet direct 3 du PSP D'ici à 2030, le Gouvernement et les partenaires sont en mesure, à travers les programmes, les plateformes et les systèmes qu'ils gèrent d'améliorer la qualité, la couverture et la pérennité des programmes scolaires et des filets de sécurité réactifs face aux chocs et à dimension nutritionnelle destinés aux personnes les plus vulnérables	Effet direct 4 du PSP La communauté humanitaire en Somalie est mieux à même de venir en aide aux personnes vulnérables et de faire face aux besoins et aux situations d'urgence tout au long de l'année.
Activité	Activité 1 Fournir aux personnes touchées par une crise un ensemble intégré, destiné à sauver des vies et tenant compte des risques liés aux conflits, qui comprend des mesures d'anticipation, une assistance alimentaire et nutritionnelle et des activités de relèvement rapide.	Activité 2 En collaboration avec des acteurs complémentaires, mettre en œuvre des activités à dimension nutritionnelle intégrées d'appui aux moyens d'existence, des activités de création d'actifs et des solutions financières pour les populations ciblées à risque en situation d'insécurité alimentaire.	Activité 3 Permettre aux gouvernements et aux partenaires de concevoir et de mettre en œuvre des programmes scolaires nationaux renforcés et intégrés, ainsi que des filets de sécurité à dimension nutritionnelle et réactifs face aux chocs qui stimulent l'économie locale.	Activité 4 Fournir des services de transport aérien à la communauté humanitaire. Activité 5 Fournir des services délégués d'appui logistique et diffuser des informations et des analyses stratégiques dans le cadre de la coordination des modules actifs que le PAM dirige. Activité 6 Fournir des services à la demande à la communauté humanitaire.

¹ La ligne de visée est conforme au Plan stratégique du PAM pour 2026-2029.

ANNEXE II

Suivi, évaluation, données factuelles et gestion des risques

Modalités de suivi, d'évaluation et de production de données factuelles

1. Le PAM dispose d'un système de suivi, d'examen et d'évaluation à plusieurs niveaux qui intègre systématiquement la protection et la responsabilité à l'égard des personnes touchées dans toutes ses opérations en Somalie, garantissant ainsi que l'assistance est fournie en toute sécurité, dans le respect des principes de déontologie et de dignité. Le plan de suivi, d'examen et d'évaluation vise à garantir la collecte et la communication de données ventilées sur les indicateurs relatifs à l'ensemble des processus, produits, effets directs et priorités transversales afin de faciliter la prise de décisions en temps opportun, la production de données factuelles et l'optimisation des ressources. Un suivi semestriel du ciblage sera réalisé afin d'évaluer l'efficacité, la précision et le respect des critères de ciblage, et de mesurer les erreurs d'exclusion et d'inclusion.
2. Le PAM maintiendra et élargira le suivi des processus et des effets directs, ainsi que le suivi effectué par des tiers dans les zones difficiles d'accès, en travaillant notamment en collaboration avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires, et en recourant à un suivi réalisé par les communautés pour obtenir des informations à l'échelle locale. Les systèmes de communication d'informations seront rationalisés pour plus d'efficacité et des procédures claires de remontée des informations seront mises en place, l'accent étant mis sur le suivi de risques tels que le détournement de l'aide. Le PAM renforcera les capacités des partenaires coopérants et des tiers par des évaluations ciblées des compétences et des formations techniques, afin de garantir que tous les acteurs contribuent à l'assurance qualité.
3. Le bureau de pays fera réaliser un examen à mi-parcours du PSP, une évaluation décentralisée et d'autres évaluations et examens thématiques clés pendant la période considérée. Il apportera son soutien à une évaluation indépendante du PSP qui sera demandée par le Bureau de l'évaluation, ainsi qu'à l'évaluation du Plan-cadre de coopération, à l'examen à mi-parcours et à l'évaluation finale du plan national de transformation du Gouvernement fédéral. Les données issues de ces activités, ainsi que les examens trimestriels de la qualité et les retours d'information communiqués en continu, permettront de tirer régulièrement des enseignements et d'adapter les programmes, ce qui éclairera les décisions prises tout au long du cycle du PSP et lors de la planification future. Des données factuelles seront générées grâce à des activités de suivi et d'évaluation menées conjointement avec les partenaires, à des travaux de recherche et d'apprentissage périodiques, ainsi qu'à des examens axés sur les interventions d'urgence, l'assistance monétaire, les repas scolaires, le renforcement de la résilience et la nutrition.
4. Le bureau de pays dispose d'un mécanisme communautaire de remontée de l'information sûr, accessible et réactif qui permet aux communautés touchées de faire part de leurs préoccupations et de donner leur avis. Ce mécanisme fonctionne au niveau local et s'accompagne d'un processus de suivi et de communication à part entière. Un centre d'appel spécifique a été mis en place pour permettre le signalement sécurisé et confidentiel des problèmes et des plaintes et contribuer au mécanisme communautaire interorganisations de remontée de l'information en Somalie. Lors de l'élaboration du présent PSP, le bureau de pays a procédé à un examen interne de ses projets afin que les mesures prises en matière de protection, d'autonomisation des femmes et des filles et

d'inclusion du handicap soient mesurables et puissent faire l'objet de rapports. Les résultats seront présentés dans le rapport annuel du PAM consacré à la Somalie¹.

Mesures de gestion et d'atténuation des risques

5. Les populations touchées auxquelles il est possible d'accéder reçoivent une assistance sous une forme mixte combinant transferts en nature et transferts de type monétaire. Le PAM gardera sa souplesse opérationnelle et adaptera ses modalités de transfert à l'évolution des conditions et du fonctionnement des marchés, assurant ainsi la continuité d'une aide vitale tout en maintenant le respect de l'obligation de rendre compte et en limitant les risques de détournement².
6. Des plans d'anticipation en cas de sécheresse, d'inondations et de catastrophes ainsi que des mécanismes de déclenchement des interventions d'urgence sont en place. Le PAM fait partie de l'équipe chargée des risques dans le cadre du plan de préparation aux crises alimentaires en Somalie, garantissant ainsi la mise en œuvre de ce plan à tout moment et permettant une intervention rapide et adaptée en cas d'augmentation soudaine des besoins.
7. Afin d'atténuer les effets de la baisse des financements accordés par les donateurs habituels, le bureau de pays renforcera sa collaboration avec le secteur privé par l'intermédiaire de World Food Invest³, le fonds d'investissement à impact social du PAM destiné à exploiter le potentiel des petites et moyennes entreprises dans les contextes de fragilité. En orientant les capitaux vers les entreprises locales, le fonds contribue à renforcer les chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires, à réduire les pertes après récolte et à stimuler les économies locales fragiles. Le bureau de pays mettra ce fonds à profit pour soutenir les solutions d'inspiration locale visant à lutter contre la faim et la pauvreté. Tirant parti de la forte présence du PAM sur le terrain et de son savoir-faire sur le plan opérationnel, World Food Invest contribuera à réduire les risques liés aux investissements tout en créant des possibilités durables de mobilisation du secteur privé qui auront des effets à long terme pour les communautés vulnérables. D'autres stratégies et méthodes de diversification des financements, telles que les mécanismes de financement innovants, notamment le financement mixte et les conversions de créances,

¹ Conformément aux directives relatives au [cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats](#) (en anglais uniquement), le PAM a pris les engagements suivants:

- Au titre de l'effet direct 1 du PSP (activité 1), mettre en place des mesures et des systèmes d'alerte rapide accessibles aux personnes handicapées; augmenter le revenu des filles et femmes enceintes ou allaitantes de 10 pour cent grâce à des programmes de nutrition; et veiller à ce que 25 pour cent des participants à ses programmes destinés aux aidants appartiennent à des groupes minoritaires ou ayant des besoins spéciaux, et à ce que 50 pour cent des décisions relatives aux programmes de nutrition infantile soient prises conjointement avec les ménages participants.
- Au titre de l'effet direct 2 du PSP (activité 2), améliorer l'accès des femmes aux filières et aux entreprises agricoles; et renforcer les systèmes et maintenir les mêmes objectifs en matière de revenus, d'inclusion des aidants et de prise de décision conjointe que pour l'activité 1. Au titre de l'effet direct 3 du PSP (activité 3), faire en sorte que 30 pour cent des transferts effectués par le programme Baxnaano soient destinés aux femmes; permettre aux bénéficiaires d'utiliser l'argent mobile en toute indépendance; augmenter le taux de scolarisation des filles grâce à des transferts monétaires assortis de conditions; et plaider pour que les effectifs des comités d'éducation comptent 30 pour cent de femmes d'ici à 2030.

² Les transferts de type monétaire ont été la modalité privilégiée dans le cadre du PSP pour 2022-2025 en raison de leur efficacité, de leur flexibilité et de leur capacité à élargir l'accès du PAM dans les zones difficiles d'accès, mais la chaîne d'approvisionnement solide dont l'organisation dispose en Somalie permet le transport de denrées alimentaires par voie maritime et via des couloirs transfrontaliers et le réseau routier national et, si nécessaire, par voie aérienne. Le PAM passe régulièrement en revue les infrastructures et les conditions de sécurité du réseau routier national dans le but de maîtriser les coûts.

³ PAM. 2025. [World Food Invest factsheet](#).

seront étudiées et développées dans le cadre de la stratégie de mobilisation de ressources pour ce PSP.

8. Afin d'atténuer les risques de fraude et de promouvoir l'intégrité des programmes, le bureau de pays élaborera une stratégie en matière d'innovation numérique fondée sur des nouvelles technologies telles que la chaîne de blocs pour renforcer les contrôles clés au cours des processus d'approvisionnement et de mise en œuvre des programmes. Cela passera entre autres par des investissements dans la traçabilité des produits, l'amélioration des fonctionnalités biométriques dans les processus de gestion des identités (enregistrement, déduplication et remise des aides), le renforcement des capacités de détection des anomalies et la mise en place d'outils de rapprochement financier et de rapprochement des données, en mettant à profit les investissements réalisés dans le cadre du projet global relatif aux assurances à donner pour le PSP (2022-2025). Le PAM exploitera aussi les technologies afin de renforcer la confidentialité et la protection des données et d'améliorer l'interopérabilité des données avec ses partenaires. En collaboration avec l'équipe de pays pour l'action humanitaire en Somalie, le PAM alignera ses opérations sur les politiques de l'équipe en matière d'enregistrement, de ciblage et de partage des données, et en concertation avec les autorités, il renforcera les capacités nationales de prévention et de lutte contre la fraude.
9. Le PAM appuie la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles en renforçant les garanties institutionnelles et en intensifiant les activités de sensibilisation et de promotion en la matière auprès des employés, des partenaires et des communautés touchées. Il restera actif au sein du réseau national de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et participera aux plateformes de coordination régionales. Tous les bureaux comptent désormais des référents pour les questions de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelle, et les systèmes de signalement et d'orientation vers les services compétents ont été renforcés. Le PAM continuera de demander à ses partenaires coopérants de se s'autoévaluer dans ce domaine sur le portail des partenaires des Nations Unies et soutiendra les plans de renforcement des capacités selon les besoins. La mobilisation des communautés prendra la forme de réunions sur les droits et les mécanismes de communication de l'information, conformément au plan d'action du bureau de pays consacré au sujet.
10. Le PAM continue de surveiller les défis stratégiques et les nouveaux domaines de risque. En 2024, il a procédé à un examen approfondi de l'efficacité de ses opérations, puis à la planification stratégique de ses effectifs afin de s'assurer qu'il était prêt à atteindre ses objectifs stratégiques à long terme. En 2025, une restructuration visant à rationaliser les structures opérationnelles et les effectifs a été menée à bien. Ces initiatives ont éliminé les doubles emplois dans les processus et les effectifs et réduit les coûts de fonctionnement, ce qui a permis d'alléger et d'adapter plus facilement la structure opérationnelle.
11. Afin de garantir un lieu de travail sain, sûr, respectueux et inclusif, le devoir de protection⁴ à l'égard des employés constitue une priorité inhérente à la gestion des risques et à la gouvernance qui éclaire la conception des PSP et intègre la sécurité, le bien-être, les pratiques éthiques et la stabilité des effectifs dans la planification opérationnelle du PAM.

⁴ Le [devoir de protection](#) est une priorité institutionnelle et une catégorie de risque figurant dans le [registre central des risques](#) du PAM (documents en anglais uniquement).

Garanties sociales et environnementales

12. Le plan somalien *Centennial Vision 2060*⁵ prévoit une collaboration entre les autorités à l'échelon fédéral comme au niveau des États afin de parvenir à une croissance inclusive, de mener une réforme de la gouvernance, de développer le capital humain et d'œuvrer en faveur de la durabilité environnementale. Le plan national de transformation met l'accent sur la durabilité environnementale et la résilience en tant qu'éléments indissociables du développement économique et social du pays, pour permettre à la Somalie de prospérer malgré les enjeux environnementaux à l'échelle mondiale.
13. Afin d'éviter que les activités menées par le PAM dans le cadre de ses programmes et de ses opérations d'appui nuisent à l'environnement ou aux communautés locales, le bureau de pays intègre les normes énoncées dans son cadre pour la durabilité environnementale et sociale⁶ à chaque étape du cycle des programmes. Ainsi, dans les contrats de gestion des entrepôts, les opérateurs sont tenus de veiller à l'élimination appropriée des articles non alimentaires tels que les palettes et les emballages. Le renforcement des capacités du personnel, des partenaires et des communautés touchées, ainsi que l'amélioration des systèmes de signalement et d'orientation vers les services compétents contribuent à renforcer l'obligation de rendre compte, à améliorer la gestion des risques et à augmenter la qualité des programmes.
14. Le bureau de pays se conforme à la norme internationale⁷ relative à l'efficacité des systèmes de gestion environnementale afin d'appuyer ses opérations. Ces dispositifs permettent de recenser, de gérer, de surveiller et de contrôler de manière méthodique les effets sur l'environnement, notamment des locaux, des achats, des technologies de l'information et de l'appui logistique, grâce à un cycle d'amélioration continue. Le PAM donnera la priorité à l'énergie solaire pour alimenter ses locaux et privilégiera les achats locaux afin de réduire l'empreinte environnementale des chaînes d'approvisionnement. Des outils de protection seront utilisés pour identifier et maîtriser les risques liés à la gestion des ressources naturelles qui pourraient nuire à la biodiversité et aux écosystèmes s'ils se concrétisaient.

⁵ Conseil économique national, Gouvernement somalien. 2025. [Centennial Vision 2060: Somalia's Blueprint for a Peaceful, Prosperous and Proud Somalia by 2060](#).

⁶ PAM. 2021. [Environmental and Social Sustainability Framework](#).

⁷ Organisation internationale de normalisation. 2025. [ISO 14001:2015. Systèmes de management environnemental — Exigences et lignes directrices pour son utilisation](#).

ANNEXE III

**Budget du portefeuille de pays établi compte tenu des besoins et
ventilation des coûts par effet direct du plan stratégique de pays
(en dollars)**

TABLEAU 1: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS ÉTABLI COMPTE TENU DES BESOINS (en dollars)							
Effet direct du PSP	Activité	2026	2027	2028	2029	2030	Total
1	1	117 646 344	260 997 762	258 025 806	259 546 014	261 117 946	1 157 333 872
2	2	10 231 461	22 858 778	23 864 913	24 236 221	21 742 009	102 933 382
3	3	24 925 141	53 353 822	43 895 807	43 851 116	43 972 876	209 998 761
4	4	4 406 838	10 484 999	10 617 088	10 656 249	10 629 336	46 794 510
	5	2 145 363	5 022 903	5 071 451	5 074 939	5 034 473	22 349 129
	6	1 617 631	3 096 372	3 120 653	3 112 656	3 098 832	14 046 144
Total		160 972 779	355 814 635	344 595 718	346 477 195	345 595 472	1 553 455 799

TABLEAU 2: VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (en dollars)					
	Effet direct stratégique 1 du PAM	Effet direct stratégique 2 du PAM	Effet direct stratégique 3 du PAM	Effet direct stratégique 4 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	874 801 107	72 436 051	152 427 949	67 135 572	1 166 800 679
Mise en œuvre	123 309 533	16 332 607	28 731 626	5 394 473	173 768 239
Coûts d'appui directs	88 587 832	7 882 404	16 022 361	6 439 704	118 932 301
Total partiel	1 086 698 472	96 651 062	197 181 935	78 969 749	1 459 501 219
Coûts d'appui indirects	70 635 401	6 282 319	12 816 826	4 220 034	93 954 580
Total	1 157 333 872	102 933 382	209 998 761	83 189 784	1 553 455 799

ANNEXE IV

TABLEAU 3: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ANNÉE						
	2026	2027	2028	2029	2030	Total
Total (hors chevauchements)	1 659 255	2 422 069	2 347 069	2 347 069	2 347 069	6 951 798

ANNEXE V

RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ								
	Effet direct 1 du PSP							
	Activité 1							
Type de bénéficiaires	Ménages touchés par une crise		Enfants âgés de 6 à 59 mois (prise en charge de la malnutrition aiguë modérée)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes (prise en charge de la malnutrition aiguë modérée)	Enfants âgés de 6 à 23 mois (prévention)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes (prévention)	Espèces pour la prévention (filles et femmes enceintes ou allaitantes)	Personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux sous surveillance directe
Modalité	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires
Céréales	400							
Légumes secs	40							
Huile	22							
Super Cereal Plus				200		100		200
Suppléments nutritifs à base de lipides – grande quantité			100					
Suppléments nutritifs à base de lipides - quantité moyenne					50			
Micronutriments en poudre								
Biscuit à haute teneur énergétique	300							
Total kcal/jour	1 686		510	820	270	820		820
% de kcal d'origine protéique	13		11	17	10	17		17
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		0,46						
Nombre de jours d'alimentation par mois	30	30	30	30	30	30	30	30
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	90	90	180	180	180	180

**RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),
PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct 2 du PSP									Effet direct 3 du PSP			
	Activité 2									Activité 3			
Type de bénéficiaires	Ménages touchés par une crise	Enfants âgés de 6 à 59 mois (prise en charge de la malnutrition aiguë modérée)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes (prise en charge de la malnutrition aiguë modérée)	Enfants âgés de 6 à 23 mois (SNMI)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes (SNMI)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes (SNMI- incitation à la prise en charge) et dispensateurs de soins en centre de stabilisation		Filles et femmes enceintes ou allaitantes (SNMI- bons électroniques pour l' achat de légumes)	Espèces pour la prévention (filles et femmes enceintes ou allaitantes)	Ménages touchés par une crise	Enfants d' âge scolaire	Personnel d' appui	
Modalité	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Céréales						139					230		
Légumes secs						56					30		
Huile						29					25		
Super Cereal Plus			200		100								
Suppléments nutritifs à base de lipides – grande quantité		100											
Suppléments nutritifs à base de lipides - quantité moyenne				50									
Micronutriments en poudre											1 (apport recommandé en nutriments)		
Biscuit à haute teneur énergétique													
Total kcal/jour		510	820	270	820	918					1 153		
% de kcal d'origine protéique		11	17	10	17	12					9		
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,46						0,32	0,5	0,19	0,32		0,33	0,33
Nombre de jours d'alimentation par mois	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30		23	30
Nombre de jours d'alimentation par an	180	90	90	510	180	30	30	180	180	180	207	207	270

Abréviation: SNMI = santé et nutrition maternelles et infantiles.

ANNEXE VI

Liens vers les ressources techniques et connexes

De plus amples renseignements relatifs aux opérations et aux budgets peuvent être consultés sur le [portail de données sur les PSP](#)¹.

Des informations détaillées concernant notamment les éléments ci-après y seront communiquées pour toute la durée du PSP et mises à jour chaque année:

- a) les modalités de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;
- b) une vue d'ensemble des bénéficiaires, ventilés par groupe d'âge, par sexe et par statut de résidence, ainsi que des données sur les bénéficiaires ventilées par groupe de bénéficiaires, par sexe et par modalité de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;
- c) les distributions de rations alimentaires et les transferts prévus dans le cadre de chaque effet direct du PSP et de chaque activité;
- d) la ventilation des transferts par modalité;
- e) des informations quantitatives pour chaque effet direct du PSP et chaque activité, avec indication de la valeur en dollars É.-U. ainsi que du volume le cas échéant;
- f) un plan de hiérarchisation des priorités: ajustements apportés aux plans d'exécution en fonction des perspectives de financement.

¹ Conformément à la [politique en matière de plans stratégiques de pays](#) (2016).

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ONG	organisation non gouvernementale
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance